

Comité : Conseil des expert.e.s sur la sécurité mondiale

Thématique : Comment protéger les civils de l'insécurité ?

Nom de votre think tank/groupe de réflexion : Carnegie Endowment for International Peace (CEIP)

1. De quelle manière votre think tank est concerné.e par le sujet ?

La fondation Carnegie Endowment for International Peace (CEIP) est une organisation de recherche non gouvernementale créée en 1910 par Andrew Carnegie et possède actuellement son siège à Washington. Notre groupe de réflexion s'intéresse tout particulièrement aux grands enjeux de sécurité internationale comme la gouvernance, les conflits et les droits humains. De ce fait, la question de la protection des civils, surtout dans les zones de guerre ou au sein de régimes autoritaires est un aspect clé de notre démarche. Dans un contexte international où l'idée d'une coopération multilatérale entre les différents états semble s'éloigner, la CEIP se considère comme au cœur de ce débat.

Tout d'abord, la CEIP tient pour opinion que négliger la population et sa sécurité revient à prendre une approche inefficace face aux conflits, tout simplement car il est impossible d'atteindre une véritable stabilité sur le plan mondial sans la préservation et la protection des civils. Il est indispensable de les inclure au cœur des débats géopolitiques. Ainsi, la CEIP documente à travers de nombreux articles les violations des droits civils et les conséquences des conflits sur les populations. Nous portons une attention particulière aux conflits en Syrie, en Palestine et en Libye, et leurs conséquences tant sur le plan externe qu'interne (donc au niveau civil). De plus, nous analysons la façon dont les lois internationales humanitaires telles que le droit de la guerre ou bien la convention de Genève sont respectées ou ignorées par certains états, et comment elles sont violées dans ces cas de figures. Nous considérons cela comme central pour protéger les civils.

Pour conclure, la CEIP se considère grandement concernée par ce sujet car il s'inscrit dans la continuation des recherches effectuées par l'institut et s'affiche comme une priorité nécessitant des démarches immédiates dans les relations internationales.

2. Que propose votre think tank ?

La CEIP croit fermement en sa capacité à pouvoir bousculer l'ordre actuel concernant la sécurité des civils et se montre pro-active dans ses propositions.

En premier lieu, nous avons pour projet de promouvoir un renforcement du droit international humanitaire. C'est-à-dire de promouvoir le respect strict des conventions de Genève par tout acteur de conflits et de sanctionner les auteurs de violations graves portant atteinte aux civils. Il est donc important de soutenir les mécanismes internationaux de justice tels que la CIJ ou la CPI mais aussi les

enquêtes indépendantes faites par de petits organismes, notamment concernant le conflit israélo-palestinien.

Dans un second temps, concernant le terrorisme, la CEIP possède plusieurs champs d'action. Il faudrait tout d'abord couper les financements des groupes terroristes en faisant usage de sanctions. Il est aussi envisageable d'identifier les donateurs externes, qui contribuent grandement à la prospérité de ces groupes et de leur couper tout liens avec des organisations terroristes. Nous visons ici des sources hybrides qui pratiquent la contrebande et plusieurs types de trafics illégaux, et qui selon nos études représentent la majorité du financement terroriste. De plus, il est indispensable pour chaque état de surveiller les recrutements et la propagation d'idéologies radicales en son sein pour prévenir toute montée qui lui serait néfaste.

Au sujet du crime organisé et du trafic, la CEIP propose de renforcer la gestion des frontières via une meilleure coopération régionale et internationale pour empêcher tout trafic d'arme, de drogues ou bien humains. Dans la région du Sahel-Sahara, la CEIP observe une expansion de ces mêmes trafics liés au crime organisé, surtout dans des zones où l'État est faible économiquement, en conflit ou en proie à la corruption. Il faut donc mettre en place des stratégies pour lutter contre la corruption dans ces régions et soutenir les forces de l'ordre locales dans ces zones vulnérables. Enfin, dans un monde où la plupart de ces échanges illégaux se passent sur des plateformes virtuelles, il est important de créer un service de cyber-détection pour pouvoir mieux les contrôler et arrêter.

Pour conclure sur le thème de l'armement, la CEIP se montre intransigente et demande du changement. Aujourd'hui, le secteur des armes a grandement évolué et met en péril les populations. Par exemple, dans le conflit Russo-Ukrainien, un usage de drones et d'armes autonomes a modifié la nature des combats, mettant en péril les civils qui risquent des dommages collatéraux dû aux erreurs robotiques. Ainsi, nous nous devons de renforcer les traités internationaux concernant le contrôle de ces armes pour limiter l'usage de l'intelligence artificielle, qui échappe aujourd'hui à certaines régulations et se voit difficile à condamner en cour de justice. La CEIP continue également les efforts pour maintenir la pensée de dissuasion nucléaire et d'autres armes de destruction massive pour éviter toute escalade très dangereuse et garantir la sécurité des civils.